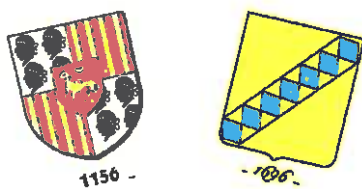


Département du Gard

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



MAIRIE
DE
BOUQUET
30580

Téléphone : 04.66.72.94.86
Télécopie : 04.66.72.99.74
mairie.bouquet@wanadoo.fr

ATTESTATION

Le Maire de la Commune de BOUQUET soussigné atteste que la parcelle cadastrée section C n°386 lieu-dit « Petit Puech » sur le territoire communal, n'est pas inscrite au classement des espaces boisés classés.

A Bouquet, le 21 octobre 2013

Le Maire



Jean-Pierre Sécly





CHAPITRE 4 : ZONE ND

CARACTERE DE LA-ZONE

Elle concerne des espaces naturels constitués de boisements, garrigue haute et landes, qu'il convient de protéger en raison de la qualité des paysages et des possibilités de restructuration économique de ces sites.

Elle comprend :

- un secteur NDe : protection de captage.
- un secteur NDp : périmètre de ZNIEFF : protection de site.

SECTION I : NATURE DE L'UTILISATION ET DE L'OCCUPATION DES SOLS

ARTICLE ND 1

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES

- L'aménagement et la restauration des bâtiments existants, dans le respect de l'architecture ancienne, et le maintien de l'affectation initiale des locaux.:

- L'extension des constructions existantes à la date de publication du Plan d'occupation des sols, dans la limite de 30 % de la SHOB au delà de 50 m².

- La réhabilitation des bâtiments vétustes existants,
(secteur ponctuel n° 3).

- La construction ou la remise en état des abris légers liés à l'exercice d'une activité pastorale.

ARTICLE ND 2

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les occupations et utilisations du sol non visées à l'article ND1 ci-dessus et en particulier :

- les constructions à usage d'habitation nouvelle, non directement liées à l'exploitation des sols
- les lotissements et groupes d'habitations de toute nature.
- les installations classées soumises à autorisation ou à déclaration, conformément aux prescriptions de la loi n° 76.663 du 19/07/1976.

Dans les marges de recul indiquées aux plans de zonages (s'il y a lieu) sont interdits toutes construction nouvelles, remblais, et clôtures en dur.

- la création et l'aménagement des terrains destinés à l'accueil des campeurs, caravanes et habitations légères de loisirs,
- le stationnement isolé des caravanes,
- les installations et travaux divers visés à l'article R.442.2 du code de l'urbanisme,
- les carrières

Secteurs NDc/NDp :
toutes nouvelles constructions sont interdites, ainsi que dans les couloirs inondables classés "non aedificandi" sur les documents graphiques.

SECTION II : CONDITIONS DE L'OCCUPATION DES SOLS

ARTICLE ND 3

ACCES - VOIRIES

Non réglementé.

ARTICLE ND 4

DESSERTE PAR LES RESEAUX

Les constructions non raccordées directement sur les réseaux collectifs (eau, assainissement), devront réaliser leur alimentation (eau potable) et leur évacuation d'eaux usées (assainissement) conformément au règlement sanitaire départemental en vigueur.

1. EAU

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau potable doit être desservie par une conduite de distribution publique d'eau potable sous pression, de caractéristiques suffisantes.

En l'absence de réseau public, les constructions doivent être desservies par des dispositifs particuliers conformes à la réglementation en vigueur.

2. ASSAINISSEMENT : EAUX USEES

En l'absence de réseau d'assainissement proche, les eaux usées devront être traitées et évacuées par des dispositifs particuliers conformes à la réglementation en vigueur.

3. EAUX PLUVIALES

Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau public les collectant.

ARTICLE ND 5

CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Les constructions devront être implantées sur des terrains ayant une superficie suffisante pour que la protection sanitaire relative au captage et au traitement des eaux usées y soit intégralement assurée, conformément à la réglementation en vigueur.

Dans tous les cas, et en fonction des caractéristiques et de la proximité des réseaux existants, il est conseillé de réaliser des raccordements directs sur les réseaux publics.

ARTICLE ND 6

IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET AUX EMPRISES PUBLIQUES

Les extensions et agrandissements de constructions existantes devront être réalisés par rapport à l'axe des voies, à une distance minimale de :

- 15 mètres par rapport à l'emprise actuelle ou projetée des chemins départementaux,
- 10 mètres pour toutes les autres voies,
- suivant la marge de reculement indiquée sur les documents graphiques s'il y a lieu.

ARTICLE ND 7

IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les extensions et agrandissements de constructions existantes devront être réalisés de telle manière que les bâtiments soient implantés soit :

- sur une ou plusieurs limites séparatives ou de fond de parcelle,
- à une distance de ces limites au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre tout point du bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative.

Cette distance ne peut en aucun cas être inférieure à 3 mètres.

ARTICLE ND 8

IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE.

Non réglementé

ARTICLE ND 9

EMPRISE AU SOL

Non réglementé.

ARTICLE ND 10

HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximale des constructions résultant des extensions et agrandissements, comptée à partir du sol naturel, n'excédera pas 7m50 au faîtage.

ARTICLE ND 11

ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS

L'aménagement et l'extension des constructions existantes doivent être réalisés dans le respect des volumes d'origine et des modénatures extérieures anciennes.

Ils doivent être effectués dans un souci de rénovation et de réhabilitation de l'habitat ancien.

Toute extension apparaissant en saillie du volume général (balcon, terrasse, loggias, etc...) existant est proscrite.

Lorsqu'elles les extensions et rénovations doivent être réalisées sur des terrains constitués par des terrasses anciennes (bancels, avec murs de soutènement en bon état), il est nécessaire d'adapter les nouveaux appendices à ces ouvrages, qui ont par ailleurs des fonctions particulières de protection contre l'érosion, de maintien des terres et de régulation des eaux pluviales.

A cet égard, toute plate-forme d'implantation en remblai est à éviter.

ARTICLE ND 12

OBLIGATION DE REALISER DES AIRES DE STATIONNEMENT

Non réglementé.

ARTICLE ND13

ESPACES LIBRES - PLANTATION

Non réglementé.

SECTION III : POSSIBILITES D'OCCUPATION DES SOLS

ARTICLE ND 14

POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DES SOLS

La Surface de Plancher Hors Oeuvre Nette (S.P.H.O.N.) des constructions (y compris l'existant), n'excédera pas 150 m², seuil au-delà duquel les extensions ne seront plus autorisées.

Cette limitation ne concerne pas les bâtiments d'exploitation directement liés à une activité économique exercée dans la zone.

ARTICLE ND 15

DE PASSEMENT DU COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non autorisé